

CIBLE

Charlatan

Bonne idée que d'envoyer à Kaboul un Français chargé de relever « les attentes et les besoins du peuple afghan » et à « adapter la coopération culturelle » entre la France et ce pays martyrisé.

Hélas, notre pays semble bien pauvres en représentants qualifiés. On n'a trouvé personne parmi les diplomates qui ont été en poste en Afghanistan. Pas le moindre petit diplomate qui, sans connaître un pays, a l'expérience des relations internationales. Pas même un humble chercheur ayant une connaissance certaine des sociétés de l'Asie centrale. Personne, vraiment, puisque le président de la République et le Premier ministre ont choisi... Bernard-Henri Lévy.

Nous ne voulons pas accabler ce charlatan, qui a donné toutes les preuves de sa malfaisance dans l'Est européen mais qui a l'art de s'engouffrer dans toutes les portes. Mais qui donc les tient ouvertes en haut lieu ?

On se souvient que le Général de Gaulle avait prié le défunt comte de Paris de rendre visite au roi Zahir Shah. MM. Chirac et Jospin s'entendent pour dépêcher un agitateur calamiteux. Comme quoi, les deux rivaux n'ouvrent pas seulement la bouche pour prendre mouche, mais pour gober béatement celles qui passent.

PRÉSIDENTIELLE

Avec Jean-Pierre Chevènement

Diplomatie

Quelle ligne choisir ?

p. 5

Entretien

Le mystère Gorbatchev

p. 6-7

Mon erreur d'analyse

Par son titre, le livre *Le Krach de l'euro* annonçait l'échec rapide du passage à la prétendue « monnaie européenne »... qui s'est imposée rapidement et sans grandes difficultés. Bertrand Renouvin expose, à première vue, les causes de cette erreur d'analyse.

Pendant des années, j'ai affirmé au fil de mes éditoriaux, dans de nombreuses réunions puis dans un livre que les conditions qui rendaient possible un passage à l'euro n'étaient pas réunies. Pas de monnaie sans État, pas de monnaie fiduciaire sans l'existence d'un pouvoir fondé sur une légitimité démocratique...

Ces arguments, exposés de diverses manières, inspirés par les travaux de plusieurs maîtres en matière monétaire, cent fois mis à l'épreuve des discussions, des lectures et des informations dont j'ai pu disposer, ont été pris en défaut dès la première quinzaine de janvier, il était évident que le passage à l'euro était une réussite qui apportait un net démenti à ceux qui, comme moi, espéraient une sorte de référendum spontané contre la monnaie émise sous l'égide de la Banque Centrale Européenne. Succès, donc, de Wim Duisenberg, Jean-Claude Trichet et autres européistes ?

Succès technique en effet. Pourquoi ?

J'ai sous-estimé le caractère automatique du changement de monnaie par le biais des chèques et des cartes de paiement, ainsi que le rôle majeur joué par la grande distribution, transformée en gigantesque et très efficace bureau de change - qui ne fonctionnait que dans le sens francs-euros. Pas de choix possible, mais une contrainte dont nul ne peut dire comment elle a été ressentie dans les premiers jours. Elle ne fut pas assez forte pour provoquer des réactions de mécontentement.

J'ai sous-estimé le rôle de la « communication » en faveur de l'euro. Cette gigantesque opération publicitaire a répandu en France et à l'étranger un sentiment de résignation, qui s'est mêlé dans les premiers jours au caractère ludique du changement de pièces et de billets.

J'ai surestimé les capacités de réactions des adversaires de l'euro : les plus virulents ad-

versaires des traités de Maasticht et d'Amsterdam n'ont pas fait campagne, ils ne se sont même pas exprimés sur le sujet - mais il est vrai que les grands médias, qui ont traité le passage à l'euro comme le passage à l'an 2 000 (dans les deux cas, la célébration de l'événement a été définitivement close dans les tous premiers jours de janvier). Un référendum spontané aurait supposé un débat politique préalable, et une information des citoyens sur la nature des enjeux. Par ailleurs, les syndicats de la banque et de la Poste, qui détenaient en janvier un formidable pouvoir de négociation, ont mené une grève timide et sans lendemain. Du coup, la question de l'euro a été totalement dépolitisée et le « passage » ravalé au rang de l'exploit sportif, historiquement insignifiant par nature.

Cette insignifiance déconcerte aujourd'hui les adversaires comme les partisans de l'euro. Ces derniers se trou-

vent devant la nouvelle monnaie comme la poule devant l'œuf : c'est une monnaie sans État, mais elle n'est pas capable d'engendrer ce qui lui manque puisque le « big bang » fédéraliste n'a pas eu lieu. Les adversaires de l'euro sont obligés de reconnaître que, pour le moment, cette monnaie circule sans qu'on sache en quoi ses utilisateurs ont confiance : l'existence d'un réseau national de banques centrales, l'apparence de garantie étatique donnée par les interventions des gouvernants dans chaque pays ? Il est trop tôt pour le dire.

Mais il est possible d'apprécier les conséquences neutres ou négatives du fameux passage : sur le plan international l'euro reste sous la dépendance du dollar et des États d'Amérique de M. Greenspan ; dans tous les pays de la zone euro, on a observé de très fortes hausses de prix, maintenant masquées par la publication des taux d'inflation qui permettent d'étouffer statistiquement la perte réelle de pouvoir d'achat. Et l'euro n'enraye rien la logique de récession... Il faut attendre encore pour mesurer l'ampleur des autres conséquences négatives - à commencer par l'écrasement des salaires.

Reste la principale catastrophe : nous avons complètement abandonné notre souveraineté monétaire, ce qu'un krach immédiat nous aurait permis d'éviter. Je regrette d'avoir fait confiance à la nature des choses monétaires et à la spontanéité des réactions populaires. La reconquête du pouvoir monétaire sera affaire de volonté politique.

Bertrand RENOUVIN

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (19,10 €) ☐ six mois (30,50 €) ☐ un an (45,75 €) ☐ soutien (95 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Mon erreur - p.3 : Ce cancer de Schröder - Ah, les vaches ! - p.4 : Ils veulent liquider - Eric en stock - p.5 : Le grand écart - p.6/7 : Le mystère Gorbatchev - p.8 : Morale et justice sociale - p.9 : Comment combattre la xénophobie ? - p.10 : Le duc d'Enghien - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Avec Jean-Pierre Chevènement.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Ce cancer de Schröder

Sale temps pour le blairisme continental. De même que le socialisme français dénaturé en jospinisme, la social-démocratie allemande dégradée en schröderisme perd la bataille de l'emploi qu'elle n'a pas menée et se trouve en contravention avec l'orthodoxie budgétaire.

Les désarrois de l'élève Schröder font peine à voir. Selon le cliché minable utilisé *ad nauseam* par les médias, les dirigeants allemands étaient depuis toujours les « bons élèves » d'une « classe européenne » dont le maître n'était jamais désigné. Or ce maître n'était autre que le chancelier allemand, toujours prompt à donner des leçons de rigueur budgétaire, de dynamisme industriel, d'efficacité commerciale et d'orthodoxie monétaire aux autres membres de l'Union européenne. On se souvient aussi que les oligarques allemands méprisaient les pays du Sud de l'Europe (« pays club Med ») qu'ils voulaient même expulser de la petite classe monétaire. Sans s'émouvoir de cette arrogance, les jospiniens de ministères et de médias claironnaient naguère que l'Europe social-démocrate, fondée sur l'axe franco-allemand, allait renforcer magistralement le « volet social » de la construction européenne.

L'Europe sociale est restée à l'état de songe pieux, ou de piètre mensonge, et le maître-chancelier se retrouve au fond de la classe, parmi les cancrs - à côté du mauvais élève portugais. Pourquoi ce déshonneur ? Parce que le chancelier Schröder n'a pu éviter à l'Allemagne ni la récession ni un chômage en rapide augmentation puisqu'il touchait en janvier 10,4 % de la population active, contre 9,6 % en décembre. Il y a pire : ceux qui ont inventé le Pacte de stabilité

entre les Quinze et qui ont tenu à l'assortir de sanctions au cas où le déficit d'un État serait supérieur à 3 % du PIB sont aujourd'hui victimes de leur rigorisme imbécile.

Or voici que le déficit allemand pour 2001 atteint 2,6 % du PIB (avec une croissance de 0,6 % seulement) ce qui place l'Allemagne derrière le Portugal, qui a un déficit de 2,2 % seulement (avec une croissance de 2 %). En ce cas, l'Union européenne agit comme un conseil de discipline. Le 30 janvier, la Commission a demandé aux ministres des Finances des Quinze d'adresser un « avertissement » à l'Allemagne et au Portugal (qui se tanceront eux-mêmes) selon l'article 6 du Pacte de stabilité qui prévoit que le conseil des ministres doit inviter tout État laxiste « à prendre les mesures d'ajustement nécessaires en donnant rapidement l'alerte pour empêcher l'apparition d'un déficit excessif ».

Cette procédure disciplinaire est absurde dans ses modalités (auto-admonestation suivie le cas échéant d'autopunition) et dans ses objectifs : alors que la récession menace l'ensemble de l'Europe, on continue de fixer un déficit budgétaire nul pour l'ensemble des Quinze en 2005 - au risque d'aggraver les tendances négatives et d'accroître le chômage et la misère. Faire sauter le pacte de stabilité est une nécessité impérieuse.

Sylvie FERNOY

Ah ! Les vaches... Mais quelle bouse !

Nous n'avons pas d'opinion sur Didier Schuller, et nous ne souhaitons pas en avoir. Mais l'inquiétude nous ronge quand Alain Juppé dit un gros mot : il n'y a pas de fumet sans feu, et on pourrait trouver anguille sous cloche.

A mis de la psychanalyse, vous allez rire. Sous le coup de l'émotion, j'avais écrit : « Alain Juppé dit un gros mot », lapsus sur un r (un air ?) de trop qui prouve que, dans mon inconscient, je suis persuadée qu'il y a un cadavre dans le placard. Car la référence scatologique est trompeuse. Elle fonctionne comme un rideau de fumée (de fumet ?) destiné à masquer la réalité de l'affaire.

L'affaire, ce n'est pas le retour de Didier Schuller, avec ses révélations connues de tous mais qui permettent d'étaler de la bouse comme sur un pré de Millevaches. Ni les éventuelles manipulations infantiles dont les pervers polymorphes jospiniens, grimés en Sainte Nitouche de vitrail, se seraient rendus coupables.

Bien sûr, Alain Juppé a consciemment tenté d'effacer l'impression négative produite par Didier Schuller sous une grossièreté soigneusement soupesée par son service communication - qui a hésité entre zut, crotte de bique et le mot en cinq lettres. Mais dire un gros mot, c'est aussi provoquer inconsciemment l'homme qui ne disait mot en ce début de février, peut-être paralysé par la crainte de recevoir boue et bouses, mais surtout médusé par le silence de son rival présumé.

C'est ainsi que le système oligarchique est entré en flutulence avant d'entrer en turbu-

lence comme l'avait annoncé Jean-Pierre Chevènement. Inflation de mots pour couvrir la déflation des actes. Le bousisme, maladie sénile du bougisme si bien décrit par André Taguieff. Placés en situation de rivalité mimétique, Jacques Chirac et Lionel Jospin sont fascinés de se retrouver en l'autre comme dans un miroir. Monsieur Dupareil contemple Monsieur Lemême. Même parcours énarchrrique. Mêmes tâches médiocres exécutées à l'ombre des grands hommes. Même absence de pensée, sous les slogans antinomiques. Mêmes reniements, radicaux, absolus, de tout ce qui était supposé constituer leur identité et faire reluire leurs différences. Toute une vie pour créer ou recréer les conditions d'une victoire totale sur l'ennemi, et voici que Dupareil et Lemême se découvrent frères d'armes (deux guerres ensemble) et frères jumeaux en ultra-libéralisme et autres filouteries morales et intellectuelles. Fascinante symétrie, qui se retrouve dans les couples qui valsent alentour : il y a le couple des muses, Bernadette et Sylviane ; le duo des spadassins, Sarkozy et Hollande ; la java des enfants prodiges, Schuller et Sirven ; avec en finale le pas-de-deux des surdoués (DSK et Juppé). Seul Philippe Séguin reste pathétiquement seul.

Angélique LACANE

Ils veulent liquider

La privatisation d'EDF figure en bonne place parmi tous les points d'accord implicite entre chiraquiens et jospinistes.

Elle est contraire aux principes fondamentaux de notre droit et se traduirait, comme ailleurs, par de graves pénuries.

Le processus destructeur a été engagé dès l'année dernière par les jospinistes, en toute discrétion : la Compagnie nationale du Rhône, qui était chargée au sein d'EDF de l'aménagement du Rhône (18 barrages, écluses...), s'est alliée avec Électrabel, une filiale du groupe Suez au sein d'une société privée intitulée Énergie du Rhône.

Bien entendu, aucune décision spectaculaire ne sera prise avant la fin de la période électorale car l'oligarchie tient à ce que les citoyens votent, sur ce point comme sur tant d'autres, en toute méconnaissance de cause.

Ce qui n'empêche pas Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn se surenchérir. Le premier réclame « simplement » l'ouverture du capital d'EDF et de GDF, le second propose que la participation de l'État soit inférieure à 50 %.

C'est là un point secondaire puisque toute ouverture du capital d'une entreprise publique soumet celle-ci à la logique financière : elle permet de jouer au Monopoly industriel, en faisant le maximum de coups susceptibles de plaire aux actionnaires.

Les gros spéculateurs feront peut-être de l'argent. Mais les consommateurs y trouveront-ils avantage ?

Non ! La baisse des prix par la concurrence est au mieux un avantage provisoire et au pire une illusion. En Grande Bretagne, la déréglementation

a entraîné dans un premier temps la baisse du prix de l'eau et de l'électricité, qui a été suivie d'une remontée. L'ouverture du marché des télécommunications en France s'est traduite par d'énormes arnaques. La privatisation d'EDF se traduira à terme par des hausses de prix pour les particuliers et par des pénuries d'approvisionnement comme on l'a vu en Californie mais aussi en Espagne.

A gauche, on continue de reconnaître volontiers que la politique de monopole permettrait de faire bénéficier à l'ensemble des habitants du pays des gains de productivité obtenus par le développement industriel d'une entreprise qui pouvait compter sur le dévouement d'un personnel associant à juste titre EDF et l'intérêt collectif.

Mais les jospiniens et les chiraquiens veulent détruire ce modèle au nom de la « modernité » et invoquent une directive bruxelloise... qui résulte de leurs propres décisions au sein du Conseil européen. Or cette décision viole le principe fondamental inscrit dans le Préambule de 1946 qui implique la nationalisation de « tout bien, toute entreprise qui a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait ». Les prochaines élections permettront de faire échec au parti des liquidateurs.

Yves LANDEVENNEC

Fric en stock

Il n'y a pas d'inflation salariale, mais les salaires des très grands patrons sont sur une pente fortement ascendante.

Deux séries d'informations publiées à la mi-février créent une impression fortement contrastée.

1°/ Le nombre des pauvres en France (estimé entre 4,5 et 6 millions de personnes) n'a pas diminué malgré l'augmentation du taux de croissance en 1999 et 2000. Être pauvre, c'est vivre avec un revenu de moins de 564 € (3 700 F) par mois. Voilà qui relativise les envolées médiatiques sur l'« euphorie des ménages » et la « frénésie » de consommation, qui répandaient l'illusion d'une diffusion généralisée des bienfaits de la croissance.

2°/ Le salaire des plus grands patrons français a augmenté en moyenne de 36 % en 1999 et 2000. Selon une étude récente présentée par *Le Parisien* (7 février), les 473 dirigeants des principales sociétés du CAC 40 ont touché l'année dernière un salaire moyen de 2,3 millions d'euros, dont 1,6 million en options sur actions (*stock-options*). Et le classement annuel des grands patrons fait apparaître de très substantiels salaires annuels bruts (hors primes et options sur actions) qui représentent le tiers de leur rémunération annuelle : en tête du peloton Lindsay Owen-Jones (L'Oréal) avec un salaire brut de 4,90 millions d'euros (32,20 MF) qui coiffe Jean-Marie Messier (Vivendi-Universal), salarié pour 4,27 millions d'euros (28,04 MF) soit huit cents fois le Smic.

Pour justifier ces émoluments, les grands patrons les mettent en rapport

avec la « valeur » (industrielle, financière) qu'ils créent. C'est se moquer du monde. Les grands patrons d'aujourd'hui, à la différence de leurs aînés, vampirisent les industries : en rentabilisant au maximum tout ce qui peut l'être (par arrêt de certaines activités et par licenciements) on coupe les sources de la créativité et on condamne à terme l'entreprise qu'on se hâte de revendre, saignée à blanc. C'est ainsi que Jean-Marie Messier est en train de détruire ce qui faisait la spécificité de Canal Plus.

Il est également permis d'observer, de manière tout aussi paisible, que les grands patrons ont pour règle éthique la « rémunération sans obligation ni sanction ». Pas d'obligation de résultats pour Jean-Marie Messier (le titre Vivendi a perdu le quart de sa valeur depuis le début de l'année) ni pour Serge Tchuruk (salaire brut de 2,67 millions d'euros soit 17,53 MF) qui a mis Alcatel dans une situation catastrophique, dont les salariés licenciés portent tout le poids. Pas de sanction financière pour Daniel Bouton (Société Générale) qui continuera à empocher 16,15 MF de brut alors qu'il est mis en examen pour blanchiment aggravé.

La ploutocratie serait-elle devenue une voyoucratie ?

Annette DELRANCK

(1) Pour une étude approfondie des grandes fortunes, cf. l'article de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot : « Les cent familles », *Alternatives économiques*, n° 200, février 2002.

Le grand écart

La radicalisation du président Bush dans son discours sur l'état de l'Union place l'Europe devant le fameux dilemme : être ou ne pas être. Les principaux candidats à l'élection présidentielle doivent clairement prendre position.

La quasi-déclaration de guerre prononcée à la face du monde entier par le président Bush ne laisse place à aucune ambiguïté. Les États-Unis préfèrent laisser carte blanche à des traîneurs de sabres, en Afghanistan l'Ouzbek Dostom, en Israël Sharon, en Tchétchénie les unités spéciales, dans la conduite de la politique cubaine les opposants de Miami, plutôt qu'écouter les sirènes des diplomates européens. Bush n'a même pas eu un mot pour l'Europe, pas plus - entre parenthèses - que pour un certain Ben Laden.

Les efforts démesurés de Tony Blair, vibronnant à travers l'Orient, pour être le VPR de Bush n'ont servi de rien. Il a suffi qu'il laisse son ministre des Affaires étrangères émettre quelques doutes sur la légalité internationale de la détention de la base de Guantanamo ou sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Irak ou de l'Irak et *exit* l'allié privilégié.

Les deux visites aux États-Unis de notre président n'ont pas plus été couronnées de

succès. Bush n'a visiblement rien retenu de ce que celui-ci lui aurait dit.

Dans ces conditions, l'écart entre les deux bords de l'Atlantique n'a jamais été aussi grand. Deux voies se proposent à nos suffrages en cette pré-campagne : le suivisme ou l'antiaméricanisme. Dans la suite des Aznar, Berlusconi, Haider, Stroiber, nous voyons se dessiner une nouvelle droite pro-américaine, gagnée à l'idée d'en profiter pour faire triompher en Europe des vues hostiles à l'immigration, à l'Islam, aux pays arabes.

La seconde voie se nourrit désormais non plus seulement d'un désaccord, d'une divergence d'opinions, mais d'une ignorance, d'un déficit de savoir. Les médias américains sont réduits à une seule image de la réalité. Les médias français diffusent d'autres images, totalement renversées.

Comment les principaux candidats aux élections présidentielles comptent-ils faire face à cette situation ? Ils peuvent épouser l'une ou l'autre des deux voies. Mais ils risquent ainsi de reproduire chez nous les conflits qui déchirent le monde extérieur. Le conflit israélo-palestinien est l'un d'entre eux. Vis-à-vis des États-Unis nous nous retrouverions en quelque sorte en danger de revenir cinquante ans en arrière, en 1952, au temps où l'on s'étripait dans

notre pays entre stalinistes et atlantistes. Adieu la perspective d'une politique étrangère et de sécurité commune.

La seule issue semble être d'imaginer la politique alternative qui redonne à la diplomatie européenne un rôle moteur dans la gestion des conflits. L'initiative positive d'Hubert Védrine sur le conflit israélo-palestinien va dans ce sens : élections palestiniennes, reconnaissance de l'État palestinien comme un début et non comme un aboutissement. Il faut sortir du ni ni ou du tout ou rien. L'Europe doit aussi clairement affirmer sa position sur l'Irak, en faveur de la démocratisation en cours, sur le Liban, refusant de mettre le Hezbollah, parti représenté au parlement de Beyrouth, sur le même plan que Al-Qaïda, sur l'Irak, en faveur d'une stratégie de sortie de crise, en général, dans la ligne du processus de Barcelone, un nouveau pacte méditerranéen.

Reste la question des moyens de cette politique : militaires, économiques. La visite commune à Paris des deux présidents des assemblées, israélienne et palestinienne, a suffi pour que Sharon reçoive le second dès son retour. Le premier pas est donc de concevoir clairement une politique. Elle aura pour elle l'évidence.

Désormais, la politique étrangère doit être promue au rang d'enjeu majeur de la campagne électorale : veut-on se situer par rapport à Ben Laden ou à Bush ? Ou veut-on une politique indépendante ?

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ITALIE** - Ainsi que cela avait été annoncé par le gouvernement, le long processus pour abroger l'article XIII de la Constitution de 1947 a été engagé. Cette disposition privait de tous leurs droits civiques et bannissait du territoire italien le prince Victor-Emmanuel de Savoie, chef de la Maison royale, et son fils Emmanuel-Philibert. La modification constitutionnelle exige que chacune des deux Chambres du Parlement vote, avec une majorité des deux tiers et à deux reprises, d'une manière favorable sur le sujet. Le 5 février, le Sénat s'est prononcé une première fois en faveur de l'abrogation (235 pour, 19 contre et 15 abstentions). Ce vote massif a été obtenu par le ralliement à la dernière minute des Démocrates de gauche (DS) rassurés par une déclaration cosignée par le prince Victor-Emmanuel et son fils qui « donnent leur assurance formelle de leur fidélité à la Constitution républicaine et à notre Président de la République ». Cette déclaration ambiguë a provoqué l'émotion chez les monarchistes et beaucoup d'entre eux la considèrent comme une abdication de fait.

♦ **BULGARIE** - A la demande du roi Siméon, la transformation de la coalition électorale *Mouvement national Siméon II* en parti politique a été repoussée à une date ultérieure. Le roi, dans un bref discours, a rappelé fermement à l'ordre ses partisans : « Le temps est venu de nous concentrer sur les valeurs qui nous ont rassemblés et qui semblent avoir été oubliées. Il y a des attitudes que je désapprouve. Je ne peux accepter les querelles mesquines, le refus de travailler en équipe, l'attitude de ministres qui se préoccupent davantage de leur administration que des problèmes de la population ou de députés qui ne consultent plus leurs électeurs ». Cette mise au point a été complétée par une lettre qu'il a adressé au groupe parlementaire du mouvement dans laquelle il les a invités « à faire preuve de maturité et à tenter de regagner la confiance des électeurs ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - La reine Élisabeth II a tenu à marquer d'une manière inhabituelle l'anniversaire de son accession au trône il y a cinquante ans. D'une part, sans doute pour montrer que la monarchie aussi était entrée dans la XXI^e siècle, elle a choisi de ne s'adresser à ses sujets que par le biais de l'internet en déclarant : « qu'elle espérait que cette période de célébration ne sera pas seulement l'occasion d'être nostalgique vis-à-vis du passé » et en les invitant « à regarder vers l'avenir avec confiance et espoir ». D'autre part, à cette date qui est aussi l'anniversaire du décès de son père le roi Georges VI, mort d'un cancer du poumon, elle a inauguré le Centre Macmillan spécialisé dans la lutte contre le cancer, rompant avec la tradition qui voulait qu'elle passe cette journée de deuil, en privé, à l'abri des regards. Presque en même temps, la mort de sa sœur.

Mikhaïl Gorbatchev n'est pas seulement une personnalité mondiale aussi célèbre que méconnue. Son rôle historique

demeure nimbé d'une incertitude d'autant plus grande qu'il fait l'objet de jugements contradictoires : à l'Ouest du continent, il est regardé comme un libérateur ; à l'Est comme le destructeur de la deuxième puissance mondiale. Ancien assistant de M. Gorbatchev à la direction du Parti communiste soviétique et au Kremlin, Andréï Gratchev présente une analyse aussi précise que nuancée de cette révolution d'intention démocratique dans la révolution bolchevique agonisante.

● **Royaliste** : Le titre de votre livre semble annoncer une biographie.

Andréï Gratchev : Ce n'est pas une biographie politique, mais une étude de Mikhaïl Gorbatchev comme phénomène : c'est le mot que j'ai employé lorsque j'ai présenté à l'ancien président le projet de mon livre. Ce phénomène tient aux deux malentendus, l'un en Occident, l'autre en Russie, qui portent sur l'épopée gorbatchévienne.

● **Royaliste** : Commençons par le malentendu occidental.

Andréï Gratchev : A l'Ouest, Mikhaïl Gorbatchev est regardé comme un homme qui a bouleversé le cours de l'histoire mondiale et qui nous a portés dans le XXI^e siècle mais les raisons de son apparition à l'intérieur du système soviétique ont été mal comprises : pourquoi et comment Mikhaïl Gorbatchev a-t-il pu personifier l'autocontestation d'une société qui ne pouvait plus continuer dans le cadre rigide, bureaucratique et autoritaire hérité du stalinisme ?

Pour comprendre l'origine du phénomène, il faut rappeler que Mikhaïl Gorbatchev a bénéficié d'un formidable soutien de la population au mouvement de réformes qu'il avait engagé. Il a reflété une aspiration quasi-unanime au changement social.

● **Royaliste** : Dès lors, pourquoi a-t-il été et reste-t-il

plus populaire en Occident que dans son propre pays ?

Andréï Gratchev : C'est le second malentendu. Mikhaïl Gorbatchev ne voulait pas réformer pour le principe, mais moderniser le pays et améliorer la vie quotidienne de chacun. Lui-même venait des couches populaires, il était fils de paysans, il avait travaillé la terre dans sa jeunesse. Autodidacte, il avait suivi les cours de l'université de Moscou où il avait beaucoup appris mais il maintenait des relations intimes avec le peuple. C'est cette volonté d'amélioration du quotidien qui explique que M. Gorbatchev a réussi là où les dissidents, très cultivés et rompus aux luttes politiques, ont échoué. Il fallait être à l'intérieur du système et il fallait être un homme du peuple pour réaliser le formidable changement que nous avons vécu.

Il y a bien eu un bouleversement de l'équilibre du monde, mais la vie quotidienne du peuple russe n'a pas connu les améliorations espérées. D'où l'impopularité de M. Gorbatchev.

● **Royaliste** : Avait-il un plan de réformes ?

Andréï Gratchev : C'était là une question qui embarrassait beaucoup à l'époque où il a entrepris son action réformatrice. Avait-elle pour objectif de sauver le système, ou bien de le conduire à l'écclatement ? Aujourd'hui on

peut poser la question en ces termes : Mikhaïl Gorbatchev est-il un bâtisseur qui a échoué, ou un destructeur qui a réussi - mais en laissant un paysage russe en ruine ? Ce sont les réponses les plus simples qui nous permettent d'approcher au plus près de la vérité.

Mikhaïl Gorbatchev est certes arrivé au pouvoir avec l'intention de sauver le système par la voie de sa modernisation : il constatait que le projet initial de la Révolution de 1917 était arrivé à essoufflement et que le régime communiste était en train de perdre la compétition avec le monde capitaliste. Pire : ce système condamnait la société soviétique à son autodestruction parce que 60 à 70 % de la production nationale était consommée par la course aux armements. La Russie, grand pays agricole, ne consommait plus que les produits importés de l'Occident parce que sa propre agriculture n'était pas capable de produire suffisamment pour nourrir les Soviétiques. Le premier rang que l'Union soviétique avait acquis dans les domaines de la conquête spatiale et de l'énergie nucléaire tenait aux retombées de l'économie de guerre. Mais le pays commençait à perdre du terrain dans la compétition technologique et informatique.

● **Royaliste** : La réforme du système était donc une nécessité. Mikhaïl Gorbat-

chev était-il seul capable de l'accomplir ?

Andréï Gratchev : Il affirme que n'importe quel dirigeant aurait pu changer le cours des choses. Je crois qu'il se trompe sur son rôle : un autre dirigeant aurait sans doute pu proposer des réformes, mais nul ne peut dire la forme qu'aurait prise la tentative de modernisation.

L'effondrement de l'empire soviétique aurait ressemblé à la catastrophe yougoslave - mais aux dimensions continentales. Mikhaïl Gorbatchev a réussi à démonter le système totalitaire, à mettre fin à la guerre froide, à permettre la réunification de l'Est et de l'Ouest de l'Europe (en commençant par l'Allemagne) surtout grâce à ses qualités personnelles : il a d'abord

voulu se servir de la démocratie pour moderniser le système auquel il devait tout - lui ce paysan parvenu au sommet - mais ensuite c'est lui qui a décidé d'accomplir la modernisation du pays en lui donnant la démocratie comme fin et non plus seulement comme moyen. Comme il l'a dit récemment, il a exploré toutes les possibilités du projet communiste dans sa forme soviétique et il a découvert qu'au bout du chemin il n'y avait que le Goulag ou le coup d'État.

● **Royaliste** : Ce coup d'État s'est produit en 1991 contre lui...

Andréï Gratchev : Le putsch était l'œuvre de membres de son équipe, qui se sont retournés contre lui quand ils se sont

aperçus que le mouvement de réforme les déposséderait de leur pouvoir. Par la suite, lorsque j'ai demandé aux auteurs de cette aventure pourquoi ils n'ont pas vu que la tentative de reconstitution du système soviétique par la force provoquerait sa destruction, la plupart des putschistes m'ont répondu que leur seule erreur était ne pas avoir orchestré un Tien An Men sur la Place Rouge.

● **Royaliste** : Pourquoi Mikhaïl Gorbatchev n'a-t-il pas suivi la voie chinoise ?

Andréï Gratchev : C'est une question qu'on lui pose encore souvent. La Chine présente les signes d'un développement économique remarquable, tout en maintenant la stabilité de son univers. Mais, à mon avis, rien n'est joué. La société chinoise commence à peine son mouvement vers la modernité puisque presque 60 % des Chinois sont illettrés : les problèmes de développement se situent dans le futur.

N'oublions pas, non plus, qu'un des éléments du modèle chinois de la réforme, c'est Tien An Men : l'écrasement par la force de milliers d'opposants, donc la suppression de tout processus politique et démocratique. Par ailleurs, la Chine n'est pas un empire multinational, au contraire de l'empire tsariste et de l'empire soviétique. Avec le recul, Mikhaïl Gorbatchev reconnaît maintenant que sa

plus grande erreur a été de négliger le caractère multinational de l'Union soviétique : il a sous-estimé le nationalisme en tant qu'arme politique, en tant que moyen de guerre susceptible d'être instrumentalisé par les élites régionales dans la bataille contre le pouvoir central. Le phénomène nationaliste a été mieux compris par ses adversaires, à commencer par Eltsine qui n'a pas hésité à réveiller le nationalisme grand-russe contre l'État centralisé et aussi le nationalisme tchétchène qu'il a encouragé.

Telle est l'explication de la défaite de Mikhaïl Gorbatchev. Mais en quel sens ? Défaite politique ? Tout homme politique est obligé de quitter le pouvoir tôt ou tard - sauf s'il se déclare président à vie comme en Corée du Nord. Mikhaïl Gorbatchev est resté six ans aux affaires, ce qui est beaucoup en raison de l'ampleur de la mutation à laquelle il a présidé. Mais en partant, il avait poussé les choses au-delà du point de non-retour : la Russie a retrouvé grâce à lui son existence naturelle parmi les peuples européens, ce qui constitue un exploit dans l'histoire du pays.

● **Royaliste** : Un exploit ?

Andréï Gratchev : Oui. Prenons les grands réformateurs russes - Ivan le Terrible, Pierre le Grand, la Grande Catherine ou encore Staline : tous ont employé des méthodes coercitives pour réaliser leurs ambitions réformatrices. Mikhaïl Gorbatchev est le premier qui a voulu la transformation de la société en lui faisant confiance, en libérant ses forces intérieures. Transparence, démocratisation, ouverture vers le monde : tels étaient ses objectifs, qui ont été réalisés, et je crois qu'il a eu raison de choisir ceux-ci plutôt que d'autres.

Mais en s'effondrant, l'Union soviétique a laissé des millions d'orphelins : les gens qui étaient appelés à devenir des incarnations de l'*homo sovieticus*. Selon le mot d'un écrivain biélorusse, cet « homme soviétique » était formé par l'action de deux institutions : la prison et le jardin d'enfants. L'influence de ces deux institutions a fortement marqué certains

esprits, ce qui explique qu'il y ait aujourd'hui beaucoup de nostalgiques de l'Union soviétique : près de 60 % selon les sondages.

● **Royaliste** : Comment peut-on être nostalgique des pénuries, de l'endoctrinement et des prisons ?

Andréï Gratchev : Les Russes peuvent être fatalistes, mais ils ne sont pas masochistes au point de vouloir revenir à l'époque stalinienne. Mais ils se souviennent d'une certaine stabilité sous Khrouchtchev et sous Brejnev, ils regrettent la sécurité sociale et aussi, peut-être surtout, la dignité nationale, la grandeur de leur pays sorti victorieux de la deuxième guerre mondiale et qui avait trouvé en lui les forces nécessaires à sa reconstruction.

J'ajoute que l'Union soviétique a trouvé en elle les forces nécessaires à sa démocratisation. Les Russes n'ont pas attendu - comme les Allemands et les Japonais vaincus - que les armées occidentales viennent les libérer de leur totalitarisme. C'est dans leur propre société, dans leur propre nation, que les Russes ont trouvé les forces vives qui leur ont permis d'accomplir les immenses transformations que j'évoquais.

D'où un paradoxe : si on trouve beaucoup de nostalgiques de l'Union soviétique aujourd'hui en Russie, rares sont ceux qui voudraient faire marche arrière. En réalité, mes compatriotes voudraient aller de l'avant, mais d'une autre façon. Après l'expérience elstinienne, ils commencent à mieux comprendre le phénomène Gorbatchev : l'ancien président n'est plus un paria mais, âgé de soixante dix ans, il ne verra peut-être pas la nouvelle génération politique lui rendre l'hommage qu'il mérite de recevoir. C'est à l'intention de cette nouvelle génération que j'ai voulu rendre compte des espoirs et des illusions de la démarche engagée par Mikhaïl Gorbatchev voici plus de quinze ans.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Andréï Gratchev - *Le Mystère Gorbatchev, La Terre et le destin* - Éd. du Rocher - prix franco : 23 €.



Morale et justice sociale

Voici un grand et beau travail de réflexion sur les philosophies morales et de critique des théories sociales. Il permet aux citoyens de retrouver des repères dans les actuels débats, noyés dans une bouillie idéologique touillée par les « communicateurs » de tous bords.

En philosophie politique et morale, la confusion est aujourd'hui totale dans le champ politico-médiatique. Les officines de « communication » fonctionnent comme des machines à broyer les idéologies, à concasser les concepts, à réduire en bouillie les idées, à tordre les mots dans tous les sens jusqu'au point où, privés de signification, ils agissent comme des leurres.

Quel invraisemblable baragouin ! On confond allègrement la morale et l'éthique, on remplace (non sans intention maligne) l'égalité par l'équité, on fait croire que la « régulation » de l'économie ultra-libérale marque le retour à une intervention de l'État sur le mode keynésien et des prétentieux de sérails nous assomment avec des « impératifs kantien » et des professions de foi « humanistes ».

Préciosités ridicules ? Non pas. Derrière la brumasse moralisante, se déroulent des luttes sociales acharnées qui se traduisent par le triomphe d'un moralisme parfaitement abject : domination sans partage des forts, qui jouissent des fruits de l'exploitation et de la corruption, et qui enseignent aux faibles les vertus de l'effort, du sacrifice et de la pénitence infinie. Il faut prendre garde à cet état de fait : l'inégalité conduit au despotisme comme le rappelle De-

nis Collin en prélude à l'ouvrage indispensable, roboratif, que ce professeur de philosophie vient de publier (1).

Indispensable car il présente les grandes philosophies morales qui marquent de manière indélébile la conscience européenne – celles d'Aristote, de Kant de Hegel – et des œuvres contemporaines qui nourrissent les débats sur la justice sociale, notamment celle de John Rawls. Ceci sans oublier, comme trop souvent de nos jours, la pensée marxienne judicieusement relue et critiquée par Denis Collin.

Roboratif parce que cet excellent pédagogue est un citoyen engagé. Son ouvrage magistral n'est pas un froid dictionnaire des idées morales et sociales mais le manuel raisonné, rigoureusement fondé et référencé, d'un militant qui a entrepris de repenser politiquement la question fondamentale de l'égalité en vue d'une « théorie étendue » de la justice sociale.

Telles sont quelques-unes des qualités qui risquent d'intimider celles et ceux qui ne sont pas frottés de philosophie. L'obstacle de la densité peut être aisément franchi si l'on garde le livre à portée de la main pour y puiser des explications et des arguments selon les nécessités de jour.

Vous ne savez pas la différence entre la morale et

l'éthique ? Denis Collin l'établit en quelques lignes. Vous savez qu'un bateleur comme Alain Minc nous a embobinés en jonglant avec les concepts d'égalité et d'équité ? Tout s'éclaire lorsqu'on remonte aux sources. Vous voulez pénétrer une pensée authentiquement libérale ? Celle de Hayek est présentée de manière accessible et dûment critiquée. Le nom de Rawls vous était inconnu ? Ce penseur mérite le détour, même si sa théorie de la justice ne tient pas ses promesses. Les économistes keynésiens trouveront quant à eux une forte analyse de leur maître à penser qui souligne les ambiguïtés, les limites et les carences de cette œuvre utile – dès lors qu'elle est mise dans une perspective de justice sociale.

Au fil des interrogations et des recherches, on s'apercevra que la démarche de Denis Collin, apparemment très éloignée de la nôtre en son point de départ, devient proche et presque familière. A cause de l'exigence d'égalité et du souci commun de justice sociale ? Sans aucun doute. Mais aussi parce que l'auteur ne se contente pas de dénoncer le capitalisme et la globalisation : il veut apporter une « contribution à la nécessaire refondation de la politique » – politique étant le dernier mot d'une conclusion qui ouvre sur d'autres travaux et sur d'autres débats.

Le beau travail de Denis Collin mérite en effet la critique. On aimerait que la question de l'État soit approfondie. On regrette des absences, tout particulièrement celle de François Perroux, le plus grand économiste français du XX^e siècle qui ordonnait l'économie « d'intention scientifique » à une philosophie morale. Sans abandonner un point de vue rigoureusement laïque, il est permis de s'étonner de l'absence de toute référence aux théologiens et aux philosophes juifs et chrétiens alors que la morale sociale incluse dans le judéo-christianisme est fondatrice – ainsi que la philosophie grecque – de notre civilisation. Rien sur la *tsedaka* ? Aucune référence à Thomas d'Aquin ? Pas de référence au « juste prix » ? A la prohibition religieuse de l'usure ? A l'aumône ? Emmanuel Kant efface-t-il Augustin d'Hippone ?

Le manque d'intérêt de Denis Collin pour les notions et les auteurs évoqués est révélateur des « oublis » de l'enseignement scolaire et universitaire. Comment établir des généalogies exactes, comment faire l'histoire véridique des concepts en passant sous silence ce que nous devons, croyants ou pas, aux pensées juive, chrétienne et musulmane. Dette immense, source d'une richesse qu'il faut aujourd'hui dépenser sans mesure si nous voulons refonder, après le double échec du matérialisme utilitaire et des religiosités fanatiques, une société de justice et de paix.

Aziz LARHAOU

(1) Denis Collin, *Morale et justice sociale*. Seuil, 2001. prix franco 22 €.

Denis Collin est l'auteur, avec Jacques Cotta, d'un ouvrage qu'il est bon de lire ou de relire pendant la campagne présidentielle : *L'illusion plurielle. Pourquoi la gauche n'est plus la gauche ?* (J.-C. Lattès, 2001 – prix franco : 17 €), dont nous avons rendu compte dans *Royaliste* n° 774

Comment combattre la judéophobie ?

La thèse qu'expose Pierre-André Taguieff dans son dernier livre, je n'ai aucune objection à faire : « *Ce que nous pouvons donc aujourd'hui observer, en Europe et, bien sûr, dans l'ensemble des pays musulmans, c'est l'apparition d'une vague de judéophobie qui n'a pas de précédent dans la période post-nazie. Ni en ampleur, ni en intensité.* » La démonstration est solide, les textes cités souvent terrifiants. Cependant, je ferais une remarque qui, sans amoindrir aucunement la force de la thèse, n'en modifie pas moins la question de la parade à la judéophobie. Car c'est une chose de dénoncer le processus fantasmatique qui aboutit à déclencher une haine aveugle à l'égard des Juifs, c'en est une autre de s'inscrire dans un processus de clarification et de pacification, même si les deux sont solidaires.

Reprenons brièvement la démonstration. C'est autour du sionisme et du conflit israélo-palestinien que s'est reconstituée la haine anti-juive, notamment dans des milieux de gauche et d'extrême gauche. Israël est dénoncé comme coupable, et son action « criminelle » associée à l'impérialisme américain. Taguieff n'est pas suspect d'indulgence à l'égard des formes les plus dangereuses de la mondialisation techno-marchande. Il n'en souligne qu'avec plus d'insistance les dérives aberrantes d'une certaine vulgate anti-américaine où les États-Unis sont associés au sionisme dans des manœuvres de maîtrise du monde. Nul besoin aujourd'hui d'invoquer les motifs racistes d'hier qui stigmatisaient les « sémites », même si certains d'entre eux subsistent, ne serait-ce que dans le rapport explicite au nazisme que revendiquent certains adversaires frénétiques du sionisme. L'essentiel consiste dans une stigmatisation continue d'un ennemi censé être cause de tous les malheurs. Si l'on ajoute que les doctrinaires islamistes se sont emparés de cette phobie pour la radicaliser, on constate qu'une redoutable machine de guerre idéologique se met en place : « *Une vision du monde manichéenne se diffuse, fondée sur un principe simpliste (et paranoïaque) de lecture de tous les événements, nouvelle clé de l'histoire : la causalité diabolique du « sionisme international » ou « mondial » se manifeste partout, et, partant, explique tout.* »

Les textes cités par Taguieff sont incontestables et font froid dans le dos. Comment ne pas frémir devant des déclarations où l'extermination des Juifs est explicitement évoquée : « *Dieu lui-même combattra les Juifs et tiendra la promesse de les détruire et de les broyer* » déclare tel journal saoudien, tandis que la dialectique insensée des *Protocoles des sages de Sion* est diffusée dans le monde arabe, sans que l'imposture soit dénoncée. Cela aboutit à l'appel au meurtre : « *Chaque musulman qui en est capable a le devoir personnel de tuer les Américains et leurs alliés civils et militaires, en tout pays où cela est possible.* » Cette déclaration du Front Islamique International n'est pas lancée

par Gérard Leclerc



en l'air, elle détermine des actes terroristes qui s'amplifient et annonce une offensive générale où tous les moyens seront employés, nucléaires, chimiques, bactériologiques. Le fanatisme meurtrier n'a plus de limite, il vise l'extinction de l'ennemi, femmes et enfants compris. Nous sommes payés depuis le 11 septembre pour savoir que tout cela peut se traduire par des milliers d'innocentes victimes.

La France n'est pas épargnée par cette contagion criminelle. Une liste impressionnante d'attaques contre les synagogues peut être dressée pour ces dernières années. La judéophobie se donne d'autant plus libre cours qu'elle est « *adaptation aux caractéristiques de la culture politique française contemporaine d'un imaginaire anti-juif aujourd'hui largement répandu sur la planète (...)* » un *pro-palestinarisme compassionnel* est ainsi jumelé à un *anti-israélisme compulsif*. » Contre pareil phénomène, les résistances anciennes à l'antisémitisme ne jouent plus, puisque le progressisme a changé de camp. Un Vincent Monteil prend le parti des persécutés, celui des peuples du tiers-monde contre l'exploitation impérialiste. Les persécutés – chez nous les jeunes issus de l'immigration et solidaires de leurs frères palestiniens – ne font qu'exprimer leurs frustrations et leurs solidarités avec leurs frères victimes du sionisme. Ce qui dans la bouche de meneurs d'extrême droite apparaissait inacceptable devient légitime dans la bouche des jeunes révoltés. En tout cas, la facilité d'indignation apparaît singulièrement émue dès lors que les motifs anti-impérialistes justifient ce qui hier aurait provoqué la protestation unanime des consciences et des masses.

Pierre-André Taguieff n'a pas de mots assez sévères pour souligner, l'aveuglement, la complaisance ou la connivence avec la nouvelle judéophobie : « *L'attitude politiquement correcte face à ces violences récurrentes, consiste à s'abstenir de les commenter publiquement, et bien sûr de les déplorer (« ne pas dramatiser », pour « ne pas faire le jeu de l'extrême droite »).* » Dès lors, on ne doit pas s'étonner d'une manifestation en plein Paris où le slogan « *mort aux Juifs* » est lancé, sans qu'on s'en émeuve plus que cela. Taguieff rappelle les déclarations de l'abbé Pierre contre le sionisme international et sa virulente dénonciation d'Israël défini comme raciste et impérialiste à l'égard des Palestiniens...

Qu'objecter à tout cela ? L'essentiel de la thèse est indéniable. Cependant on a déjà fait remarquer à Pierre-André Taguieff que la caution de l'abbé Pierre, venant en renfort de Roger Garaudy, ne suffisait pas à démontrer une connivence généralisée, en France, jouant en faveur de la vague judéophobique. D'ailleurs, le fondateur d'Emmaüs ne soulevait-il pas un véritable tollé proportionnel à sa notoriété ainsi qu'à sa dimension symbolique, lorsqu'il se livra à ce véritable délire ? Je puis me tromper, mais il me semble que dans son ensemble le peuple français est vacciné par rapport à l'antisémitisme. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas un vrai problème à traiter au plus vite avec toute une catégorie de jeunes gagnés à la cause islamiste. Mais le processus de pacification des esprits jouera demain avec d'autant plus d'efficacité que la dynamique de la paix sera relancée dans l'esprit d'Oslo. Tant que la logique de guerre prévaudra, avec la tentation d'exclusion de la direction palestinienne à laquelle nous assistons, nous serons aux prises avec des surenchères démagogiques et perverses. Pour que s'évanouissent les miasmes de la judéophobie, il convient d'échapper à la causalité mortelle de la violence, en renouant le dialogue israélo-palestinien.

Pierre-André Taguieff - « *La Nouvelle judéophobie* ». Mille et une nuits, prix franco : 12 €.

Portrait

Le duc d'Enghien

« **N**om, prénom, motifs de votre plainte ? ». Sarah a rendez-vous avec le juge. Rendez-vous avec elle-même. Elle se surprend à mettre de l'ordre dans son existence, à recenser absents, disparus, morts.

Elle revoit Ibra'ïm, frais licencié en architecture venu de Casablanca. Ibra'ïm à la peau dorée et au corps conçu pour l'amour. Elle n'a alors que dix-huit ans et vit une « romance à l'eau de rose ».

Sarah s'apprête à porter plainte pour viol. Contre son propre père. Un père lâche et veule protégé par l'indifférence. C'est qu'« au fond des choses, ils sont innombrables les gens qui pensent que ce n'est pas si grave que ça de chipoter un peu les petites filles ».

Sarah, qui a porté pendant deux fois neuf ans sa plainte en elle comme d'autres femmes portent en elles un enfant, sait, à l'approche de l'heure fatidique, qu'elle sortira du « rendez-vous complètement vidée, sucée de sa moelle vive, bonne à jeter au lit ».

D'une plume élégante et sobre trempée à l'encre de la souffrance, Emmanuèle Sandron nous peint un beau portrait de femme. Elle nous enseigne qu'« il faut parfois savoir sortir du cadre, être en marge, comme marginale, pour devenir soi ».

Pour qui a été sali, souillé, humilié, la vie est-elle autre chose qu'un axiome : « à prendre ou à laisser » ?...

Michel TACK

Emmanuèle Sandron - « Sarah Malcops ». Éditions Luce Wilquin. Arvin/Hannut, 2001, 73 pages, prix franco : 9 €.

Au château de Chantilly, le Musée Condé rend hommage au duc d'Enghien avec une exposition aussi émouvante qu'intéressante.

« **V**isez au cœur ». Tels furent les derniers mots du duc d'Enghien, exécuté sur ordre de Bonaparte, après une parodie de procès. Cette bravoure ne surprend pas de la part de celui que les républicains eux-mêmes avaient surnommé « Va-de-bon-cœur ». Brave et fier, le duc déclarait en 1803, de façon prémonitrice : « *Je suis trop fier pour courber basement ma tête et le Premier Consul pourra peut-être venir à bout de me détruire, mais il ne me fera pas m'humilier* ». Un an plus tard, sous prétexte d'un complot, Bonaparte le fait enlever en Pays de Bade et fusiller, sans aucune preuve de culpabilité, dans les fossés du château de Vincennes. Certes, le duc s'était battu aux côtés des puissances étrangères, mais contre un gouvernement qui avait fait exécuter son roi, et remplacé le trône vacillant par l'échafaud. C'est cette loyauté là qu'il paiera.

Cet épisode est connu du grand public, mais la vie et la personnalité de Louis-Antoine-Henri de Bourbon (1772-1804), descendant de Saint-Louis et du Grand Condé, le sont beaucoup moins. Dans la galerie de Psyché du château de Chantilly (1), le Musée Condé présente une exposition consacrée à celui qui reçut, le jour de sa naissance, son titre de duc d'Enghien du roi Louis XVI, son parrain. Cette manifestation réunit quelques quatre-vingt-dix objets d'époque, documents

d'archives, peintures ou gravures, dont beaucoup sont présentés au public pour la première fois.

Certains sont émouvants, comme ces médaillons contenant des cheveux du duc d'Enghien, ou ces trois cahiers d'exercices scolaires, remplis sous la férule de son précepteur, l'abbé Millot. D'autres sont insolites, tel ce billet de banque de 1922, au profil du duc et de Charlotte de Rohan-Rochefort : entre 1919 et 1925, la République de Weimar édita quelques billets qui devinrent rapidement objets de collection. Évidemment, plusieurs pièces se rapportent à l'exécution du 20 mars 1804. Une huile sur toile de Jean-Paul Laurens constitue une des rares représentations de l'événement. Elle voisine avec la maquette du monument érigé dans la chapelle de Vincennes, qui reçut la dépouille du Prince le 27 mars 1824. Sans doute gêné par ce souvenir peu glorieux, Napoléon III fera transférer le monument dans une petite chapelle latérale... Les visiteurs peuvent voir également le « jugement » rendu le 30 Ventôse an XII. Daté du jour de l'exécution, le document définitif fut en réalité rédigé et complété le lendemain. Un drapeau de l'armée de Condé - *Pro Deo et Rege* - rappelle le passé militaire du prince. Tout comme ce brassard de soie blanche aux lys noirs, en signe de deuil du roi Louis XVI, que portaient également ses troupes. Plusieurs décorations, Ordre du Saint-Esprit (remis

aux membres de la famille royale lors de leur première communion), croix de Saint-Louis ou de chevalier de Malte sont visibles dans les vitrines. Quelques pièces évoquent des épisodes moins connus de la vie du duc d'Enghien. Une gravure de Saint-Petersbourg (amirauté et palais impérial) témoigne de son passage en Russie où il rejoignit son grand-père, accueilli par le tsar Paul 1^{er}. Une photo de la modeste maison d'Ichtratzheim, à Ettenheim, rappelle son exil : il y vécut de 1801 jusqu'à son enlèvement par les sbires du Premier Consul.

L'exposition se propose de dévoiler de nombreux aspects de la vie publique et privée du duc d'Enghien. Elle trouve en partie ses sources dans la biographie écrite par Florence de Baudus, « *Le Sang du Prince* » (2), présentée en parallèle avec l'exposition. Cette manifestation aussi touchante qu'intéressante fait revivre un grand prince, qui n'avait peut-être pas compris tous les enjeux de la tourmente révolutionnaire, mais qui témoigna d'une droiture et d'une fidélité rares chez les hommes de cette époque troublée.

Alain SOLARI

(1) Le château de Chantilly fut légué à l'Institut de France par le grand collectionneur que fut Henri d'Orléans, duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe.

(2) Florence de Baudus - « *Le Sang du Prince, vie et mort du duc d'Enghien* ». Éditions du Rocher, prix franco : 19,80 €.

Exposition « *Le duc d'Enghien* », jusqu'au lundi 22 avril 2002. Musée Condé. Château de Chantilly.

Cité

Quelle
refondation
sociale

Le numéro 37-38
est paru.

Au sommaire :

**Dossier
« Refondation
sociale »**

- Gouvernement d'entreprise : la finance contre le travail par Philippe Arondel
- Le choix par le patronat du terme de "refondation" n'est pas innocent, entretien avec René Mouriaux
- Une somme idéologique par Sylvie Fernoy
- Le retour des Versaillais par Philippe Arondel
- L'école : chronique d'une mort programmée par Madeleine Arondel-Rohaut

Chroniques

- L'état de la recherche : statistique et démocratie par Bertrand Renouvin
- La cata, c'est sympa par Criton des Alpes

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le n°37-38 de Cité (9 €).

**MERCREDIS
DE LA NAR**

• Pas de réunions en raison des vacances d'hiver. Reprise le mercredi 6 mars.

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

ADHÉRENTS

Tous les adhérents (à jour de cotisation) recevront leur carte 2002 avant la fin du mois. Les retardataires sont instamment priés de se mettre à jour au plus vite...

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

► Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 14,80 € (97 F) franco.

► Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € (17 F) pièce).

► Vendus aussi par année complète 45,75 € (300 F) franco de 1977 à 1999 (sauf 1979).

Campagne présidentielle

Comme vous pouvez le lire dans la déclaration du Comité directeur publiée en page 12 de ce numéro, la NAR a décidé de participer à la campagne présidentielle et de soutenir Jean-Pierre Chevènement.

Aussi nous demandons à tous ceux de nos amis qui souhaitent prendre une part active à cette campagne de prendre contact soit avec nos délégués départementaux, soit directement au siège de la NAR et de rejoindre les Comités locaux de soutien au candidat et de participer à leur action. N'hésitez pas à nous informer de vos démarches ainsi que des difficultés qui pourraient survenir.

Yvan AUMONT
Directeur général de la NAR

CONGRÈS

Le Congrès de la NAR aura lieu le dimanche 14 avril.

Rappelons que le Congrès rassemble les membres du Comité directeur, ceux du Conseil national ainsi que des cadres du mouvement désignés par le Conseil national. Les thèmes retenus pour le congrès de cette année sont « *Le système d'enseignement : quelles orientations* ».

« *Reflexion sur la fonction présidentielle* ».

Tous les adhérents sont invités à participer aux travaux préparatoires du Congrès et en particulier à ceux de la Commission Nationale du Projet qui se réunira le 13 avril. Les documents préparatoires et projets de motion seront envoyés aux adhérents dans la première quinzaine de mars.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Avec Jean-Pierre Chevènement

Notre longue, trop longue attente, est terminée. Voici le temps de l'engagement dans la campagne électorale.

Il avait été décidé le 11 novembre dernier par le Conseil national de notre mouvement. Il est devenu effectif après la rencontre, le 6 février, entre Jean-Pierre Chevènement et les deux représentants désignés par le Comité directeur.

Les malentendus qui avaient fait l'objet de notre précédent communiqué et qui nous avaient conduits à constater une fin de non-recevoir ont été dissipés. Les modalités de la participation de notre mouvement à la campagne ont été rapidement précisées lors d'un entretien avec Max Gallo, président du Pôle républicain : Bertrand Renouvin a été convié au Bureau du Pôle républicain, Régine Judicis rejoindra le Comité d'orientation stratégique, les autres dirigeants, les délégués et les militants de la NAR participeront à la campagne au sein des comités de soutien au candidat.

C'est dire que toutes nos énergies sont désormais mobilisées pour le service d'une cause éminemment politique.

Le Comité directeur de la NAR est heureux d'entrer en campagne aux côtés de l'homme qui s'élève au-dessus du classique affrontement entre la droite et la gauche pour mener une politique de salut public. Il se réjouit tout particulièrement de retrouver, au sein du Pôle républicain, des amis, gaullistes ou communistes, fidèles, comme les royalistes de la NAR, à l'idéal de la Résistance. Il apprécie de participer au rassemblement de toutes les familles politiques qui constituent le patriotisme français.

Ce que réalise Jean-Pierre Chevènement traduit un espoir très ancien et trop souvent déçu : la reconstitution, pour le salut de l'État et de la nation, du « parti des politiques » qui s'est réuni naguère, en des temps de malheur, autour de Henri IV, de Georges Clemenceau, du général de Gaulle.

L'engagement de la Nouvelle Action royaliste se situe dans la fidélité au défunt comte de Paris qui lui avait appris à s'inscrire dans la tradition millénaire des Capétiens et dans la modernité engendrée par la Révolution française : le respect des principes de 1789, l'esprit de Valmy, où combattit le futur Louis-Philippe, celui de la monarchie tricolore de Juillet 1830, la défense de l'œuvre institutionnelle et diplomatique du général de Gaulle, le service de la France et des Français, sans que la question du régime soit posée en préalable.

C'est aujourd'hui le même combat qui continue :

- pour défendre la République conçue comme souci de l'intérêt national, selon les exigences communes de liberté, d'égalité et de fraternité.

- pour rétablir les principes de la démocratie française, révoqués par la bureaucratie européenne et par les divers communautarismes.

- pour relever l'économie nationale et poser à nouveau les conditions politiques de la justice sociale.

- pour organiser, à l'échelle du continent, l'Europe confédérale, par l'association politique des États en vue du développement de toutes ses nations.

Ces principes et ces valeurs s'opposent à l'idéologie ultralibérale, à l'affairisme et à la spéculation boursière, aux illusions de la globalisation, à la volonté hégémonique des États-Unis, à la division de l'Europe en zones économiques séparant riches et pauvres, à la gestion d'une zone monétaire par un organisme dépourvu de toute légitimité démocratique.

Ces principes et ces valeurs sont contraires aux mœurs et aux pratiques de l'oligarchie. Les deux équipes chiraquienne et jospiniste qui rivalisent dans les joutes électorales ne se distinguent plus guère lorsqu'il s'agit de pratiquer, dans l'opacité et la corruption, une « gouvernance » qui contredit la définition même de l'action gouvernementale. Les deux rivaux se réclament d'une « droite » ou d'une « gauche » vidées de tout contenu puisque les idées qu'ils manipulent et les programmes qu'ils présentent sont l'alibi et le masque de leur volonté de puissance. L'un après l'autre, ils doivent être battus. En même temps que Jacques Chirac et Lionel Jospin, c'est l'oligarchie tout entière qui doit être défaite, afin que la reconstruction de la France et le développement de l'Europe puissent être entrepris.

L'action de Jean-Pierre Chevènement se situe dans cette perspective historique. Les objectifs que nous avons en commun sont de salut public. Ils tiendront les royalistes de la NAR mobilisés jusqu'à la victoire.

Le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste